

## L'INDE

### ENJEU

En dépit d'un cadre juridique qui, dans une large mesure, protège les droits des citoyens indiens, les droits de la personne continuent d'être transgressés en Inde. La violence exercée par les militants et les autorités indiennes au Cachemire constitue l'un des grands sujets de préoccupation, tout comme les questions concernant le travail des enfants et la situation de la femme.

### CONTEXTE

Bien que l'Inde soit une démocratie parlementaire et un État laïc évoluant dans une société ouverte, les tensions communautaires et religieuses persistent. La combinaison de la pauvreté et des rivalités communautaires a un effet très négatif sur la situation des droits de la personne, en dépit de la protection offerte par le cadre juridique en vigueur.

Les conflits armés et la violation des droits de la personne par les services de police et les milices civiles ainsi que par les groupes de militants continuent de caractériser la situation au Cachemire (et un peu moins dans le nord-est du pays). Les élections régionales qui se sont déroulées au Cachemire en septembre 1996, généralement considérées comme libres, équitables et ayant suscité une assez bonne participation, sont un signe positif.

Les mauvais traitements infligés aux détenus par les forces policières et militaires seraient courants, et la poursuite des policiers, bien que plus fréquente, demeure difficile. La Cour suprême de l'Inde devient davantage active sur ce dossier.

La situation au Penjab s'est considérablement améliorée, et les policiers sont de plus en plus tenus responsables pour leurs actes.

La situation de la femme en Inde demeure précaire, en dépit de garanties juridiques exhaustives; c'est un problème social, non institutionnel, profondément enraciné. L'Inde n'a pas encore ratifié la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

La main-d'oeuvre enfantine constitue le principal obstacle au respect des droits des enfants en Inde. Bien que contraire aux dispositions de la Constitution indienne, les 44 millions d'enfants qui effectuent une activité rémunérée en Inde témoignent de l'écart entre la législation et son application, attribuable à la pauvreté et aux structures sociales traditionnelles. L'Inde a ratifié la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant et a promis d'éliminer la main-d'oeuvre enfantine dans les industries dangereuses d'ici l'an 2000, ainsi que toutes formes d'exploitation des enfants d'ici l'an 2010.